

*Questions orales*

tre en place et quand, pour garantir que les enfants de Montréal n'iront plus à l'école le ventre creux?

**L'hon. Marcel Danis (ministre du Travail):** Monsieur le Président, mon honorable collègue sait très bien qu'afin d'avoir un Montréal prospère, la première chose que nous devons faire, c'est d'avoir une économie prospère au niveau du Canada. C'est cela la première chose.

Deuxièmement, en février dernier, lors du Budget, nous avons fait un plan de redressement économique pour le pays basé sur plusieurs choses, dont tout d'abord sur le fait que nous devions réduire le déficit, réduire l'inflation et réduire les taux d'intérêt. Alors, nous faisons beaucoup de progrès dans ces trois domaines.

Je voudrais aussi dire à mon honorable ami que depuis le début de la reprise économique au Canada, il y a eu 47 000 emplois qui ont été créés et de ce chiffre, plus de 27 000 ont été créés à Montréal. Donc, le gouvernement fait beaucoup pour Montréal et il en fera encore plus.

**M. Paul Martin (LaSalle—Émard):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au nouveau ministre responsable pour Montréal.

Le ministre a entièrement raison, Montréal récolte ce que ce gouvernement a semé: dollar trop élevé, coupures en recherche et développement, pas de programme de main-d'oeuvre. Soyons clairs, les racines de la crise d'unité nationale sont autant économiques que constitutionnelles.

Je pose donc cette question: Quand le ministre ou le premier ministre ou quelqu'un de l'autre bord va-t-il enfin comprendre que si on s'occupe de Montréal, le Québec sera en meilleure santé et le Canada s'en portera mieux?

**L'hon. Marcel Danis (ministre du Travail):** Monsieur le Président, il est surprenant que l'on ait des questions du Parti libéral sur Montréal.

Je vais vous citer, monsieur le Président, trois exemples où ce gouvernement a voulu faire quelque chose et a fait quelque chose pour Montréal et où nous n'avons eu aucune coopération de la part du Parti libéral.

Premièrement, quand est venu le moment d'implanter l'Agence spatiale à Montréal, où étaient les députés libéraux de Montréal pour dire que cela devait aller à Montréal? Deuxièmement, lorsqu'il a été question du projet de loi C-22 concernant les brevets pharmaceutiques, où étaient les députés à ce moment-là? Ils étaient tous contre le fait qu'on voulait aider Montréal. Et troisièmement, pour ne prendre que trois exemples, pour ce

qui est de l'industrie pétrochimique, le gouvernement libéral, de 1980 à 1984—et je parle spécifiquement de M. Lalonde à ce moment-là—voulait tuer Pétromont et l'industrie pétrochimique à Montréal. N'eut été l'intervention du premier ministre à ce moment-là, on aurait perdu des milliers d'emplois. C'est nous qui avons sauvé ces emplois!

[Traduction]

**LES ACHATS AUX ÉTATS-UNIS**

**M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence):** Monsieur le Président, selon des études confidentielles du ministère du Revenu national, le ministre savait pertinemment que la TPS pousserait beaucoup plus de Canadiens à aller magasiner aux États-Unis. Pourtant, il ne cesse de nier que la TPS soit le principal facteur de la recrudescence de ce phénomène.

Si le premier ministre croit toujours que ses ministres devraient faire preuve d'honnêteté et de sens des responsabilités, quand va-t-il exiger la démission de son ministre du Revenu national?

**L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national):** Monsieur le Président, je sais depuis toujours que le député est dans le noir la plupart du temps.

• (1440)

Je n'en étais pas aussi certain dans le cas de mon ami, Alan Freeman du *Globe and Mail*, dont le député cite l'article, car le contenu de ce document a été rendu public le 7 mai dernier. Les affirmations en question ont été réfutées par la sous-ministre de Revenu Canada (Douanes et Accise) qui a conclu dans son communiqué de presse du 7 mai que l'étude en question représentait l'opinion d'une personne et ne reflétait le point de vue ni du ministère ni du gouvernement.

En outre—et je suis persuadé que les députés de l'opposition ne vont pas accueillir avec plaisir cette nouvelle—dans le numéro publié aujourd'hui de *L'observateur économique canadien*, de Statistique Canada, on peut lire que la TPS n'est pas responsable du fait que les Canadiens vont magasiner aux États-Unis et que cette pratique est moins courante depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991 qu'au cours des trois années précédentes. C'est là un fait.

**M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence):** Monsieur le Président, il ne s'agit pas de savoir si le ministre est en mesure de tourner autour du pot; ce qui importe, c'est qu'il connaissait les répercussions de la TPS sur les voyages de magasinage aux États-Unis, car son propre ministère l'en avait averti.